



**Réponse d'Uniper France à la Consultation publique N°2019-011 du 23 mai 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »**

---

**Question 1 Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?**

Uniper France souscrit aux principes identifiés par la CRE, et notamment aux principes de faisabilité et de lisibilité du tarif. Le respect de ceux-ci est indispensable pour que les signaux économiques véhiculés par le tarif soient correctement pris en compte par les acteurs.

**Question 2 Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?**

Uniper France partage les enjeux liés à la tarification au coût marginal et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés et considère qu'il s'agit des enjeux prioritaires pour le prochain TURPE. L'application d'une tarification au coût marginal représente notamment un enjeu méthodologique majeur.

À l'inverse, Uniper France ne partage pas l'enjeu de la tarification de l'injection.

**Question 3 Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?**

Oui.

**Question 4 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproduiteurs ?**

Uniper France partage l'analyse de la CRE, mais s'interroge sur les raisons expliquant l'augmentation des charges de gestion de RTE.

**Question 5 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?**

Oui.

**Question 6 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?**

Oui.

**Question 11 Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?**

Uniper France est favorable à la suppression de l'option HTA à pointe mobile.

**Question 14 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?**

Uniper France est favorable à la possibilité pour RTE de modifier localement le positionnement des heures creuses.

Toutefois, pour que cette évolution puisse être correctement prise en compte par les fournisseurs, il est indispensable que les conditions suivantes soient réunies :

- Publication transparente des grilles locales, selon un format exploitable par les fournisseurs



- Stabilité dans le temps du positionnement des heures creuses.

A cet égard, il convient de souligner l'absence de transparence d'Enedis sur le positionnement local des heures creuses, malgré les demandes répétées des fournisseurs. S'agissant d'une information nécessaire aux fournisseurs pour l'exercice de leur mission, il est anormal qu'elle ne soit pas mise à disposition de manière transparente et facilement exploitable. Uniper France demande donc à ce qu'Enedis publie ces éléments.

**Question 15 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?**

Même réponse qu'à la question précédente.

**Question 18 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?**

Uniper France ne partage pas l'analyse de la CRE, et s'interroge sur les évolutions conduisant à réinterroger cette question qui avait été écartée lors de l'élaboration de TURPE 5.

Uniper France est défavorable au renforcement du tarif à l'injection envisagé par la CRE pour les raisons suivantes :

- Il serait source d'incertitude majeur pour les acteurs, dans la mesure où son niveau dépendrait d'analyse à la main du GRT et difficilement répliquable par les acteurs et où son évolution ne serait pas anticipable ;
- Il serait source de discrimination entre les actifs de production ;
- Il ne constitue pas un signal de localisation pertinent. S'agissant des investissements passés, il n'y a évidemment pas de changement géographique à attendre. S'agissant des investissements à venir, la transmission de signaux de localisation devrait se faire sous une forme permettant leur anticipation au moment de la décision d'investissement, et donc par l'intermédiaire des coûts de raccordement ;
- Il créerait un risque de surcoûts pour l'ensemble des consommateurs, si le niveau de ce tarif impactait les moyens marginaux et se retrouvait dans le prix du marché de gros.

**Question 19 Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?**

Uniper France est défavorable à l'introduction de ce tarif.

**Question 20 Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?**

Uniper France y est défavorable.

**Question 21 Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?**

Uniper France y est défavorable.

**Question 22 Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?**

Uniper France y est défavorable.